

La Seyne, le 11 novembre 2022

Ce vendredi 11 novembre, c'est finalement à Toulon que le navire « *Ocean Viking* » est autorisé à accoster pour débarquer les 234 « *migrants* » recueillis à son bord. Ce ne sont pas des « *migrants* », ce sont des femmes, hommes et enfants chassés de leur pays, la Libye, en proie à des bandes maffieuses et guerrières, résultat du champ de ruine laissé par l'intervention militaire sous l'égide de la France et de son président de l'époque, M. Sarkozy.

La France et son gouvernement se décident finalement à « *accueillir* » le navire après plus de 15 jours de dispute avec le gouvernement Italien, pour décider qui doit prendre « *sa part* » de « *migrants* ». Une querelle sur le dos de la misère des peuples qui à ce jour se traduit par une « *revanche* » de Macron contre Méloni en « *refusant donc de prendre en charge les 3500 réfugiés* » actuellement en Italie comme prévu par les « *accords européens en matière de gestion de ces flux migratoires* ».

En aucune manière l'accord donné pour ouvrir le port de Toulon constituerait de près ou de loin à un acte « *humanitaire* » de la part du gouvernement français, mais la conséquence d'un bras de fer entre pays européens pour tenter de refuser la prise en compte des conséquences de la barbarie dont ils sont à l'origine.

D'ailleurs, dès l'annonce de cet accueil à Toulon, Darmanin a tenu à souligner que

- d'une part seuls 1/3 des passagers seraient pris en charge sur le sol français, les autres 2/3 devant être « *relocalisés* » sur d'autres pays européens,
- d'autre part, dès leur arrivée à terre (en terrain militaire) « *Ceux qui ne répondront pas aux critères de demandeurs d'asile seront reconduits directement* ».

L'Union européenne montre là ce qu'elle est réellement : un cadre de libre circulation pour les capitaux et les marchandises, et aujourd'hui pleinement pour des armes pour la guerre, mais pas pour les êtres humains. Et au premier rang de cette politique barbare, M. Macron qui, le 9 décembre dernier, au moment de prendre la présidence de l'UE a déclaré « *relever le défi migratoire* », en « *défendant les frontières* », donc en plaçant la lutte contre les migrants en tête de son mandat européen.

Comme nous l'écrivions dans Informations Ouvrières n° 685 du 16 décembre 2021 « *Les oiseaux migrent, ils volent du nord au sud puis part du sud vers le nord. Les oiseaux sont libres. Les 300 millions qui, à l'échelle internationale, ont dû quitter leur pays ne sont pas libres et ne migrent pas ! Ils fuient la guerre, la violence, la misère, la famine. Ce sont des réfugiés, des êtres humains contraints de quitter leurs pays du fait de la politique de guerre, de pillage, d'oppression développés par le système capitaliste. Contre la barbarie impérialiste, il faut réaffirmer ce droit millénaire à l'asile* » (page 16, tribune signée Lucien Gauthier).

L'Union européenne est la négation des droits démocratiques et en premier lieu du droit d'asile. Il faut se débarrasser de l'Union européenne pour se débarrasser de la guerre, de toutes les mesures liberticides, et rétablir pleinement le droit d'asile, c'est à dire l'accueil des réfugiés.

Non à la guerre, non aux budgets de guerre !
Réaffirmation totale et entière du droit d'asile !

Lisez, abonnez-vous à *Informations ouvrières*, tribune libre de la lutte des classes

Accédez au site du journal : www.infos-ouvrieres.fr